

**Mardi du quai Voltaire, 31 mai 2022**

### **Néonicotinoïdes et pesticides :**

Peut-on s'en passer et comment ?  
Les lobbies ont-ils verrouillé la question ?

#### **Note de cadrage**

En septembre 2020, le ministre de l'Agriculture obtint la prolongation jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023 de la période de dérogation à l'interdiction des néonicotinoïdes. Cette prorogation était motivée par une attaque du virus de la jaunisse de la betterave. Face aux protestations des défenseurs des abeilles, le gouvernement invoqua l'autonomie alimentaire française. Le 8 août 2016, la loi biologie avait proscrit les pesticides de la classe des néonicotinoïdes dont la dangerosité était reconnue, mais avait accordé une dérogation jusqu'au 1er juillet 2020. En 2017, une étude internationale conduite en Allemagneregistra une baisse de 80% des insectes depuis 1989.

#### **Le Plan Ecophyto**

Depuis le Grenelle de l'environnement (2007), le Plan Ecophyto vise à :

1. réduire de 50% l'usage des pesticides en dix ans,
2. obtenir l'engagement (dès 2012) de 50% des exploitations en certification environnementale,
3. étendre l'agriculture biologique à 20% de la surface agricole utile (SAU) (en 2020).

Le Plan Ecophyto constitue le « plan d'action national » requis par la stratégie thématique de la Commission européenne et la directive n° 2009/128/CE. Il comporte près d'une centaine d'actions et a mis progressivement en place un réseau « DEPHY » de 3 050 fermes de démonstration, d'expérimentation et de production de références sur les systèmes économes en phytosanitaires.

L'étude « Ecophyto R&D », lancée en 2007, avait conclu qu'une réduction de 50% de l'utilisation des pesticides nécessitait une transformation profonde des exploitations agricoles. Cette réduction ne pouvait résulter que d'une succession d'étapes,

1. une meilleure maîtrise des traitements (« traitements raisonnés »),
2. une « protection intégrée » intéressant le peuplement de la parcelle (date et densité du semis, choix de la variété),
3. une « production intégrée » intéressant la rotation et la succession des cultures.

Rétrospectivement, l'objectif de réduction de 50% a pu paraître ambitieux. Ecophyto R&D avait estimé faisable une baisse de 30% sans perte significative de production. Une telle baisse eût résulté d'une combinaison de modes de conduite raisonnés et de méthodes culturales « bas intrants ».

Les techniques permettant de réduire les bioagresseurs sont multiples : variétés résistantes aux maladies, association de variétés ou d'espèces, successions culturales et assolements diversifiés, désherbages mécaniques, lutte biologique par lâcher d'auxiliaires exogènes ou aménagements paysagers favorisant les auxiliaires indigènes, confusion sexuelle ... La plupart de ces techniques, prises isolément, sont insuffisantes mais, combinées, elles peuvent, selon certains chercheurs, atteindre des efficacités comparables à celles des pesticides. (Guichard et al., 2017)

### **L'échec du Plan et ses causes**

En 2019, la Cour des comptes publia un bilan sévère du Plan Ecophyto, observant que l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, loin de diminuer, avait progressé de 12 % entre 2009 et 2016. La Cour épingla la complexité administrative et le caractère peu incitatif et contraignant des dispositifs de la limitation de l'usage des produits, dispositifs qui avaient coûté chaque année à l'Etat des centaines de millions d'euros.

Pour certains chercheurs (Guichard et al, 2017) des outils du Plan, comme le « Bulletin de santé du végétal » (BSV), un système d'alerte, ont paru inadaptés à la conduite du Plan. Le réseau DEPHY, quant à lui, serait incohérent dans sa conception : certaines fermes exemplaires conviennent pour étayer la connaissance des systèmes agricoles économes en produits phytosanitaires, tandis que d'autres, dépendantes des pesticides, doivent montrer la possibilité d'en réduire l'usage.

A partir de 2013, le réseau DEPHY aurait été quelque peu détourné de son objectif de recherche appliquée, les ministères en charge de l'agriculture et de l'environnement souhaitant accélérer le déploiement des résultats. En conséquence, les animateurs ont donné priorité à l'enregistrement des données (base AGROSYST) au lieu de poursuivre dans la conception et la connaissance des systèmes. Or, les résultats du réseau ne permettaient pas le déploiement espéré à grande échelle.

L'hypothèse d'un « verrouillage sociotechnique » a par ailleurs suggéré une coalition de forces sociales et économiques opposées à la remise en question du modèle agrochimique.

- De fait, le choix des cultures les plus rentables favorise les rotations courtes et, partant, les ennemis des cultures. Les pesticides deviennent dès lors indispensables.
- Certaines analyses ont même reproché à la profession agricole d'avoir contribué au rejet des objectifs du Plan Ecophyto en insistant sur l'absence de solutions de rechange. (Guichard et al., 2017)

### **Autres risques**

Mis à part l'impact sur la biodiversité (baisse de la population des invertébrés et des oiseaux) des études épidémiologiques examinent les risques sur la santé humaine (maladie de Parkinson, cancers du sang et de la prostate ...). En France l'étude Pestexpo sur l'exposition aux pesticides a révélé que les agriculteurs étaient mal protégés contre les risques qu'ils encouraient en manipulant les pesticides.

La dangerosité des pesticides concerne les procédures d'autorisation de mise sur le marché (AMM). En 2017, l'autorisation du glyphosate a alimenté le reproche de conflit d'intérêts à l'EFSA, l'Agence européenne de sécurité des aliments. L'EFSA s'en est défendue vigoureusement en faisant valoir ses règles de déontologie. Mais les critiques continuent à demander plus de transparence dans l'Agence.

### **Questions pour le débat :**

- L'approche systémique (ensemble de techniques plutôt que dépendance au pesticide) peut-elle assurer la réduction voulue de l'usage des pesticides ? A quelles conditions ? Quels sont les objectifs réalistes ?

- Quels résultats attendre des mesures en place : directive CEE et Plan stratégique national français ?
- Le « verrouillage sociotechnique » est-il une réalité ? Comment peut-on en sortir s'il contribue à l'impasse ?
- Est-il acceptable de vivre dans un environnement où l'usage des pesticides ne serait réduit que de 50 %, voire de 30 % ? Quels dommages pour la santé humaine et pour l'environnement ?

## Références

- Aulagnier, Alexis (2021) Y a-t-il une alternative aux pesticides ? (La Vie des idées)
- Foucart, Stéphane (2017) « En trente ans, près de 30% des insectes auraient disparu en Europe » (Tribune, Le Monde 20 octobre 2017)
- Guichard, L., Dedieu, F., Jeuffroy, M.H., Meynard, J.M., Reau, R., Savini, I., (2017) Le Plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer. <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2017/01/cagri160188.pdf>
- INRA (2010) Ecophyto R&D. Quelles voies pour réduire l'usage des pesticides ? (Butault, J.P., Dedryver C.A., Gary, C., Guichard, L., Jacquet, F., Meynard J.M., Nicot, P., Pitrat, M., Reau, R., Sauphanor, B., Savini, I., Volay, T.) Note de 8 pages résumant la synthèse de 90 pages de l'étude.
- Le Monde (2022) Pesticides : la grande illusion de la protection des agriculteurs (Stéphane Horel, 17-18 février 2022)
- Potier, Dominique (2014) Rapport du député de Meurthe et Moselle au Premier Ministre Manuel Valls. Pesticides et agro-écologie. Les Champs du possible.

Paris, 4 avril 2022